

# Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

## RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

**CHRONIQUES LIBRES, CONSTITUTIONS BRETONNES, COUTUMES GÉNÉRALES (PÉRIODE AUTONOMIE), DOCTRINE DU DROIT, DOCUMENTS ANNEXES, FORMATION, HISTOIRE DU DROIT, TRAITÉS INTERNATIONAUX, TRÈS ANCIENNES COUTUMES (PÉRIODE INDÉPENDANCE)**

## Le nouveau Duc de Bretagne sera...



**Date : 17 avril 2020 Author: idbzh**

Les débats agitent le mouvement breton depuis des décennies. La parution du Livre Bleu de la Bretagne par le Dr Melennec a accéléré la réflexion depuis ces dernières années. L'institut de Droit Breton est désormais en mesure d'annoncer que nous pourrions avoir un Duc de Bretagne rapidement : qui est-il ?

Le débat de la succession ducal a fait couler beaucoup d'encre. Des noms ont été proposés, parmi les 2500 à 5000 descendants d'Anne de Bretagne, parmi les nombreux descendants des Penthièvre, et ceux des Rohan, issus des trois familles réputées héritières du Duché de Bretagne.

Dignes descendants des Ducs bretons, Nominoë, le Tad Ar Vro (TAV), et donc d'Alma Pompea de Cornouailles et de Rigothamos, ce dernier étant le plus probable Roi Arthur historique, la dynastie bretonne est toujours l'une des plus prestigieuses dynastie mondiale. Bien que ces Droits soient dits dormants, le Prestige se poursuit.

Malheureusement, il n'y a pas un seul héritier incontestable, et le mécanisme juridique de la succession bretonne est un tantinet complexe en substance et demandera des approfondissements conséquents. En outre, le tableau de préséance à la succession n'a pas été établi, pas même été publié s'il s'avérait qu'une structure bretonne ait ceci dans ses cartons. Le débat fait donc rage et chacun aura choisi son champion potentiel. C'est là le jeu de toute période de questionnement sur la légitimité des successions pour le titre suprême.

Devant tant de débats, des réflexions sont nées par ailleurs. En effet, le trop grand nombre d'héritiers potentiels et le fait qu'ils ne se soient pas clairement manifestés pour prétendre, ont pu pousser certains intellectuels et militants, sinon humbles citoyens, à se projeter sur un moyen plus simple et rapide de doter la Bretagne d'un Chef d'État à proprement dit, nous le verrons plus loin.

La Bretagne est partie au Traité de Souveraineté de 1498 conclu entre la France et la Bretagne, partageant bien les deux Nations, et supposée partie de l'Édit de 1532 dit de réunion des Couronnes ; la Bretagne est juridiquement toujours indépendante au sens du Droit international public, sous la forme d'un Duché Parlementaire (fait étonnant, une proto-Démocratie). La Bretagne possédant un système juridique dit de Loi commune et d'équité, et non de Droit romain civiliste comme en France, ne peut déroger à la stratégie établie de reconstituer ses États de Bretagne et l'ensemble de ses Offices constitutionnelles, pour prétendre faire valoir ses Droits nationaux près la Cour Internationale de la Haye – ses Institutions dépoussiérées et pleinement modernisées, à l'instar de la Grande Bretagne.

Nous avons pu observer les nombreux débats, débouchant sur de nombreuses prétentions farfelues et fort heureusement sur quelques idées plus intéressantes : un Président-Duc ? Un Duc-Président ? Un Présiduc ? Un Ducsident ?

Tant de souplesses terminologiques qui n'existent que des conséquences de la présence coloniale de la République française sur notre territoire, influençant dit-on la perception des Bretons – cela restant à prouver. Avant la 1<sup>ère</sup> République, les Bretons s'accommodaient d'un prétendu Duc de Bretagne qui de facto fut le Roi de France par spoliation : les chouans dans leur majorité souhaitaient rétablir le Roi certainement, faute de mieux, mais encore plus certainement les frontières de l'indépendance administrative du Duché de Bretagne. Le Duc de Mercoeur, Gouverneur de Bretagne, fut également plus tôt séduit par l'idée que la Bretagne puisse continuer son Destin singulier, comme le Traité de Souveraineté l'ordonnait pourtant. L'histoire nous prouve que certaines positions politiques ont plus de poids factoriel que le Droit lui-même, fusse t'il international... du moins beaucoup plus qu'avant que n'existe l'ONU et la Cour Internationale.

La Bretagne n'étant pas une République fondée sur le Droit romain, la fonction de Président revêt dans le cadre juridique breton, un rôle essentiellement judiciaire, d'abord, politique à un haut degré de fonction : le Président de Bretagne est le titre régulier du Président de la Haute Court judiciaire, le Président des Grands Jours, amalgamé parfois

avec la fonction précédente, le titre régulier du Président des États de Bretagne, le Président du Parlement général, comme son nom l'indique, et d'autres Présidences selon les instances nécessitant de présider au sens strict du terme.

Le Gouverneur politique et exécutif de la Bretagne, son Premier Ministre de Gouvernement, se dénomme Chancelier de Bretagne ; autre titre, autre terme, autre fonction.

Le Chef d'État de Bretagne, se dénomme Duc de Bretagne. Cette fonction est héréditaire, dynastique et essentiellement militaire aux premiers abords, intervenant dans la gouvernance courante, comme tout Souverain. NB: À ne surtout pas confondre avec le Roi soleil et la monarchie absolue française.

Les Ducs de Bretagne avaient nous le savons de nombreux Devoirs auxquels ils ne pouvaient déroger sans en justifier promptement les détails devant les États de Bretagne. Un tel système était plus contraignant judiciairement pour le Souverain breton que ne l'est même celui de la Présidence de la République française aujourd'hui, exemptée de toute comparution durant l'exercice du mandat (immunité présidentielle). Ainsi, la diatribe républicaine anti-monarchiste ne résiste pas une seconde à l'analyse juridique comparée.

N'ayons pas honte de nos dénominations bretonnes, fussent elles celles de hautes fonctions.

Les Allemands ont un Président sans Pouvoirs autre que la Représentation nationale, la France a son Président aux allures de Roi et Souverain partagé d'Andorre, l'Italie aura encore longtemps l'Imperator Berlusconi, le Luxembourg a son Grand Duc, Monaco son Prince, la Grande Bretagne, la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Espagne, la Belgique ont des Reines et des Rois... La Bretagne a pour Chef d'État : un Duc et/ou une Duchesse. L'histoire façonne la culture des Nations, celle de Bretagne n'y déroge point.

Qu'attendons-nous alors pour couronner et introniser notre Duc breton ?

Nous l'avons vu précédemment, le débat est très loin d'être tranché sur qui sera l'héritier le plus légitime et le plus légalement acceptable. D'autant que les Institutions ayant coutumièrement charges de travailler sur le processus, n'ont pas encore toute l'étoffe ni la structuration souhaitées pour ce accomplir. Obstant, nous le rappelons, le titre de Président, accolé ou non d'une dénomination à dimension « ducale », étant proscrite par nos usages et anciennes coutumes, n'est donc pas indiqué.

Il existe pourtant une solution juridique dans notre Droit breton public, qui force de troubles ou autres causes graves, s'est déjà produite dans la longue histoire du Duché de Bretagne : l'élection sinon nomination par les États de Bretagne, d'un Duc Régent.

Cette fonction peut être librement redéfinie par les lois générales du Parlement général de Bretagne, de nouveaux États de Bretagne se réunissant en forme d'une Commission spécifique pour ce faire : l'élection d'un Duc Régent, mandaté par une réglementation stricte et adéquate, en harmonie avec notre époque.

Le Duc Régent de Bretagne pourrait tout d'abord être mandaté selon des critères naturels à propos : loyauté, connaissances élémentaires des Droits des Bretons, reconnaissance politique et/ou économique et autres principes qu'il conviendra de préciser.

Une vaste élection nationale bretonne pourrait également très bien avoir lieu, comme l'a déjà suggéré le Dr Louis Melennec, permettant au Peuple breton d'indiquer aux États de Bretagne ou au Parlement général, qui serait digne de la fonction suprême parmi une liste de candidats proposés ?

Le Parlement pourrait limiter le mandat de la Régence bretonne à un nombre fixe d'années ? Et pourquoi pas ?

Ce mandat particulier devra principalement garantir aux Bretons l'intégralité des Devoirs dus à la fonction ducal régulière, demeurer personnel et non héréditaire, exceptionnel et contextuel, sous le contrôle des États de Bretagne et des Parlementaires. Une sorte de demi Monarchie Parlementaire de circonstance, permettant un grand débat démocratique, limitant tout excès.

Il faut savoir que le système juridique britannique actuel fut établi d'abord en Bretagne sous l'impulsion du Duc Régent, Henri II de Plantagenêt, également Roi d'Angleterre. Nous pensons que la stature de Régent peut être une opportunité bien sentie, pour donner un coup de boost juridique et politique à la Bretagne, et fondera la légitimité étatique, diplomatique et économique d'une Bretagne en voie vers son autodétermination. Le déploiement des institutions bretonnes ne signifie pas forcément une indépendance franche et risquée, et peut tout à fait s'exprimer dans un cadre dit d'autonomie en la formulation d'un Contrat d'association entre l'État français et les États de Bretagne.

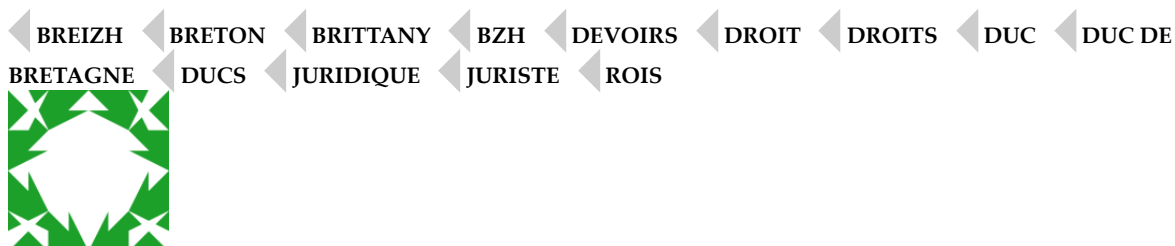
Nous lançons aujourd'hui un nouveau pavé dans la mare du débat ducal, avec nous l'espérons une grande espérance qui sera partagée par l'ensemble des Bretons, pour l'accomplissement progressif et accéléré de la réinstitutionnalisation légaliste du Duché de Bretagne.

Vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire comme électeurs et donateurs du Parlement général de Bretagne, pour porter ce débat et espoir.

Nul doute que nous trouverons rapidement parmi nos Leaders politiques et militants un potentiel Duc Régent, et/ou plusieurs successifs, en attendant de bien pouvoir préciser le tableau de la succession ducal ordinaire.

Pour l'Institut de Droit Breton, que Bretagne ne périclite...

Visan Ar Floc'h – Bach



Publié par idbzh

Voir tous les articles par idbzh

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

CRÉEZ UN SITE WEB OU UN BLOG GRATUITEMENT SUR WORDPRESS.COM.